

Les Chroniques du centre culturel militaire de Lyon



Directeur de la publication : Général Bertrand JORET
Rédacteur en chef : Lieutenant-colonel (r) Thierry VALLES
Graphisme et mise en page : Leïa LAGUNA




Gouverneur
militaire de
Lyon

Centre culturel
militaire de Lyon



**Il y a quelque chose de plus fort que la mort, c'est la
présence des absents dans la mémoire des vivants.**

Jean d'Ormesson

A notre ami Bertrand

Sommaire

Fonds DEVEZ

Commémorations :

400 ans de la Marine

90 ans de l'ihedn, par L. LAGUNA

Focus Régional : Les oubliés de Lyon, les orphelins de la Seconde Guerre mondiale, par L. JUEN.

Les travaux de recherche :

Les tueries nazies en Savoie à Pété 1944, par M. BONNAFE.

La bataille de France, par S. DUHAMEL.

L'objet du semestre : Les systèmes d'écoute pendant la Seconde Guerre mondiale, par D. MONOD

Les portraits du semestre :

Charlotte DELBO, par L. LAGUNA.

Marc BLOCH, par L. LAGUNA.

Albert CHAMBONNET, par C. MARCELLIN.

Les livres du semestre :

Marc BLOCH, L'histoire, la Guerre, la Résistance, 2006.

Maylis LARDET - Marie-Laure VINCENSINI, Femmes vaillantes : les sentinelles des légionnaires, 2023.

Actualités

Nous rejoindre



Le Fonds Devez, extraordinaire richesse

Au quartier général Frère, le fonds DEVEZ, fait aujourd'hui partie des richesses patrimoniales, bien commun de la Nation.

Arrivée en mai 2025 au Centre culturel militaire et inauguré en octobre, plus de 2600 ouvrages sont à ce jour catalogués.

Classés dans une base de données numériques, ils possèdent désormais une fiche technique et sont aisément repérables.

Collection impressionnante de Monsieur Bernard DEVEZ, inconditionnel passionné de la Grande Guerre, le fonds est riche de plus de 28 000 ouvrages.



Les ouvrages sont consultables sur place et pour certains (2015-2025) empruntables.

La garnison de Lyon s'est enrichie d'un fonds documentaire extraordinaire : un patrimoine, aujourd'hui élément constitutif de la culture contemporaine.

Les bandes dessinées sur la Grande Guerre font également partie de cette collection unique, forme de patrimoine mémoriel puissant.

Pour rappel : la bibliothèque est ouverte gratuitement aux étudiants et aux personnels du Ministère des Armées civils et militaires.



Les commémorations



Mickaël et Lyna-Lou (stagiaires de Collège/Lycée au CCML)

400 ans de la Marine française

La Marine française puise ses racines dans 400 ans d'histoire. Dès 1294 sous Philippe le Bel, apparait le premier arsenal maritime : le Clos de Galées à Rouen. Plus tard, Jean DE VIENNE, amiral de France, lance un programme naval et crée en 1373 les garde-côtes. Lors de ses débuts, aux XVIe et XVIIe siècles, la Marine se compose essentiellement de bateaux à voiles tributaires du vent pour se déplacer et combattre.



Siege de La Rochelle 1881 Henri Motte

Le tournant institutionnel de Richelieu

En 1626, le Cardinal RICHELIEU décide d'en faire une institution à part entière. Nommé **"Grand maître, chef et surintendant général des mers, navigation et commerce"**, il met en place une Marine d'État unifiée, sous l'autorité directe du gouvernement du Roi de France.

Cet événement marque véritablement l'acte de naissance de la Marine comme administration.

Par la suite, Jean Baptiste COLBERT poursuit l'effort entre 1661 et 1683 sous le règne de Louis XIV. Il modernise les chantiers navals, crée de grands arsenaux comme celui de Toulon et fait augmenter l'effectif de la flotte à plus de 250 navires. Tout cela, dans le but de protéger le commerce des autres puissances et de rivaliser avec l'Angleterre.





Jean Antoine Théodore de Gudin, 1848, bataille de la baie de Chesapeake

Des Lumières aux défaites impériales

Au XVIII^e siècle, elle joue un rôle central en aidant les Américains à gagner leur indépendance. En 1781, la flotte française participe à la victoire de la baie de Chesapeake, étape qui mène à la victoire de Yorktown et affaiblit l'Angleterre. Un événement vient cependant bousculer l'organisation de la marine : la Révolution française. Elle pousse de nombreux officiers nobles à quitter la France. Ce départ désorganise profondément les équipages.

Sous l'Empire, la Marine subit une lourde défaite à Trafalgar en 1805. Cette victoire permet à l'Angleterre de s'emparer de la maîtrise absolue des mers. Toutefois, avec l'expansion coloniale du XIX^e siècle, la Marine se modernise et effectue sa révolution technique avec l'arrivée des bateaux à vapeur.



Dragage des mines dans les Dardanelles en 1915, Le Mireir, Carrey, 1915.

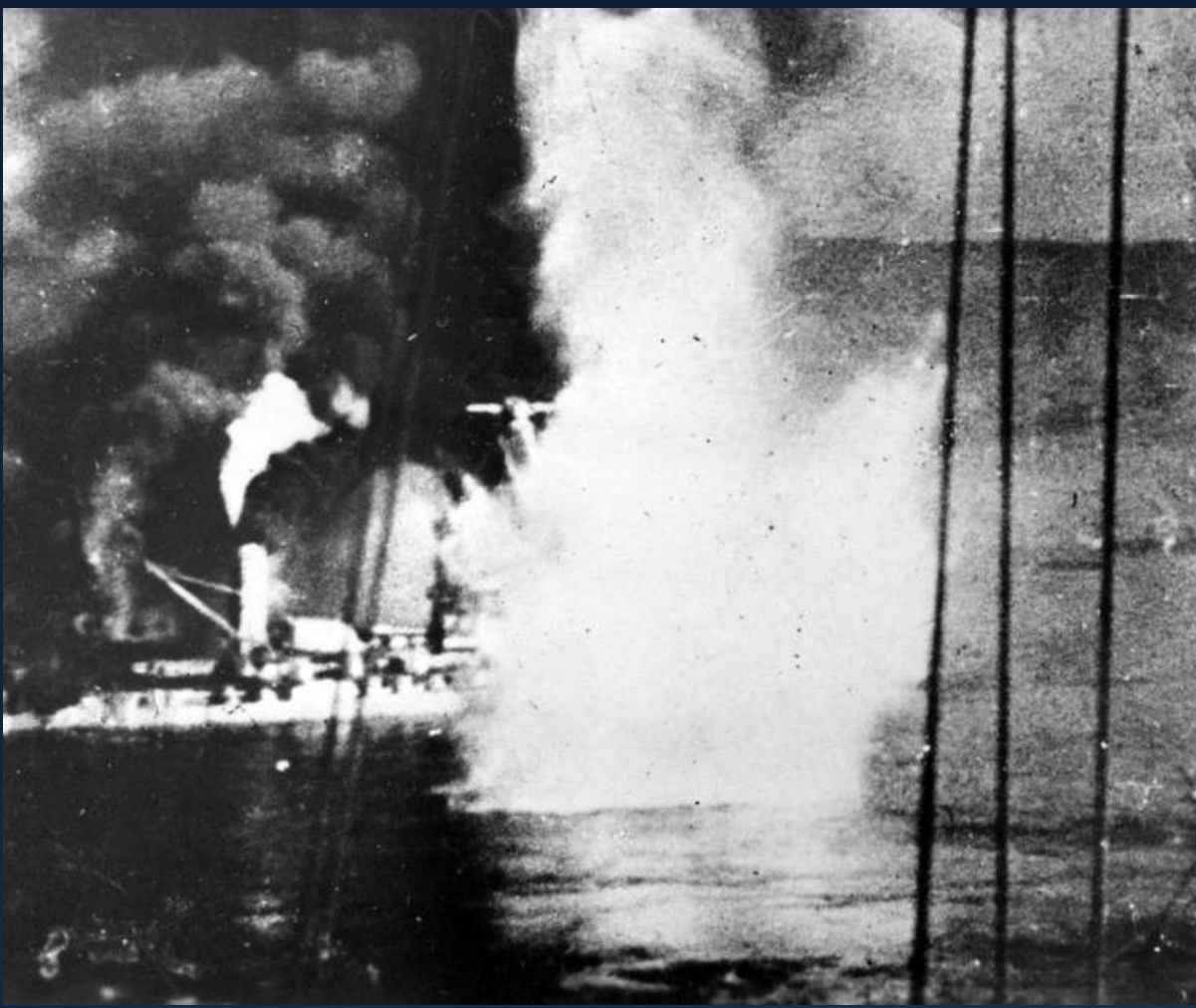
L'épreuve des Guerres mondiales

Lors des deux conflits mondiaux, la Marine devient un acteur stratégique vital.

Entre 1914 et 1918 elle assure le ravitaillement de la France et lutte contre la menace des premiers sous-marins allemands (U-Boot).

La Marine participe aussi activement aux combats en Méditerranée, notamment lors de l'expédition des Dardanelles.





Le cuirassé Bretagne en feu, quelques minutes avant qu'il n'explose, 1940, Jacques Mulard

Elle vit ensuite des heures plus sombres entre 1939 et 1945. Après la défaite de 1940, la Marine est déchirée. Une petite partie rejoint le général De GAULLE à Londres pour former les Forces navales françaises libres (FNFL). Le reste de la flotte demeure sous l'autorité du régime de Vichy.

Le drame de Mers-el-Kébir se déroule en juillet 1940. Les Britanniques, redoutent que la flotte française tombe aux mains de l'armée allemande et bombardent les navires français restés à quai en Algérie. Ce drame coûte la vie à plus de 1 200 marins français. Le 27 novembre 1942, face à l'invasion de la "zone libre" par les Allemands, les marins français choisissent de saborder leurs propres navires dans le port de Toulon. Un sacrifice ultime pour empêcher l'ennemi de s'emparer de la puissance navale française.



Porte-avions Charles de Gaulle en 2022



Porte-Avions Nouvelle Génération, représentation d'artiste

La Marine française prépare déjà l'avenir avec le projet PANG (Porte-Avions de Nouvelle Génération). Le France Libre prévu pour prendre la mer en 2038, sera encore plus imposant : 75 000 tonnes (contre 42 000 aujourd'hui) et une longueur de 300 mètres. Propulsé par deux chaufferies nucléaires, il sera capable d'embarquer une nouvelle génération d'avions de combat qui garantira à la France de rester pour des décennies encore, l'une des rares puissances militaires capables de projeter une force aérienne n'importe où sur le globe.

Les 90 ans de l'IHEDN

L'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale (IHEDN) s'est imposé comme le lieu où civils et militaires étudient et mettent en place une culture de la défense commune. Retour sur neuf décennies d'une institution forgée comme un pilier de cohésion nationale.

Une intuition visionnaire

En 1931, Charles De GAULLE qui est alors jeune chef de bataillon, envoie une lettre de trois pages au maréchal PETAIN. Ce récit concis prône un "ordre nouveau d'enseignement" qui arrive à retranscrire l'essence de l'institution.

Le 14 août 1936, sous le Front populaire, Léon BLUM et Albert LEBRUN signent un décret qui crée le Collège des Hautes Etudes de Défense Nationale (CHEDN). Son premier directeur est Raoul CASTEX, ce dernier a pour objectif de réunir officiers supérieurs et hauts fonctionnaires pour préparer la nation aux défis géopolitiques de la guerre.



Une institution ouverte à la société civile

La Seconde Guerre mondiale marque un temps d'arrêt pour l'Institut, qui renaît en 1948 avec l'ouverture aux cadres de secteur privé. Il s'agit de la règle des "trois tiers" : militaires, fonctionnaires civils et acteurs du secteur privé, qui œuvrent ensemble. Au fil des années, l'IHEDN ne cesse d'élargir son horizon.

- 1954 : les premières sessions en région pour mailler le territoire, dont le premier cycle se déroule à Alger.
- 1956 : l'accueil de la première femme auditrice, Madame Lucie LAPORTE.
- 1996 : la création des cycles "Jeunes" (20-30 ans) et "Intelligence économique".
- Années 2010 : intégration de l'armement et des enjeux numériques et maritimes.



- 2025 : premier cycle commun entre le cycle “Jeunes” et le cycle “Intelligence économique.”

Une pédagogie unique

La méthode de travail utilisée par l’Institut est particulière, elle repose sur un triptyque pédagogique commun à l’ensemble des formations proposées.

- Les conférences-débats : qui proposent des moments de réflexion et essaient de résoudre les problèmes abordés.
- Les travaux de comité : les auditeurs travaillent en groupes mixtes et remettent leur rapport aux autorités. Cela garantit la collégialité des réflexions.
- Les missions d’études : elles se déroulent en France, en Outre-mer et à l’étranger, et servent à confronter les théories à la réalité géopolitique.

Page régionale

Lucien JUEN

Les oubliés de Lyon

les orphelins de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945)

L'exode de 1940 : les enfants seuls sur les routes.



Photo de l'exode vers le Sud,
Collection Simone Ordan, dépôt du
CHRD Lyon

Dans les premiers temps de la Seconde Guerre mondiale, Lyon s'organise comme une base arrière logistique. Pendant l'été 1940, la ville devient la capitale de la "zone libre", attirant ainsi une foule de réfugiés, qui cherche un toit. Devant cet exode vers le Sud, la gare de Perrache fait face. Des milliers de personnes arrivent à Lyon, et de nombreux enfants se retrouvent brutalement séparés de leur famille.

Perdus dans la foule, confiés à des étrangers ou déjà orphelins, ils sont livrés à eux-mêmes. Pour certains, ce déracinement familial sera définitif.

Les rafles

Le statut de Lyon ville-refuge change brusquement de tournant, en novembre 1942.

La ville occupée devient un centre de répression. La Gestapo s'installe dans les locaux de l'Ecole du Service de santé militaire sur l'avenue Berthelot.

En collaboration avec l'Etat de Vichy, elle met en place des rafles. En 1943, celle de la rue Sainte-Catherine brise des familles et laisse des enfants orphelins.



Les enfants cachés : survivre grâce à la solidarité lyonnaise



© Photo et collection du
CHRD, Ar. 262

Face à cette menace systématique, une solidarité clandestine s'organise pour protéger les mineurs isolés. L'un des épisodes les plus marquants de cette résistance civile se déroule en août 1942 au camp de Vénissieux, où des familles sont regroupées en vue de leur déportation.

Grâce à une action coordonnée entre des œuvres de secours et des membres de la Résistance lyonnaise : les parents sont incités à signer des actes de délégation de puissance paternelle pour confier leurs enfants à des organisations de sauvetage.

Cette action permet d'extraire 108 enfants du camp de Vénissieux avant le départ des convois vers Drancy. Pour assurer leur survie, ces enfants reçoivent de fausses identités. Ils sont ensuite dispersés et cachés dans un réseau de protection couvrant toute la région lyonnaise : certains trouvent refuge dans des couvents comme celui des Massues, d'autres sont envoyés dans des fermes isolées ou accueillis par des familles lyonnaises prêtes à risquer leur vie. Ces actions concertées permettent de sauver de nombreuses existences, mais ne sont pas sans risque.

Le cas de la Maison d'Izieu



Fête à la fontaine, été 1943. @Maison d'Izieu / Coll.
succession S. Zlatin.

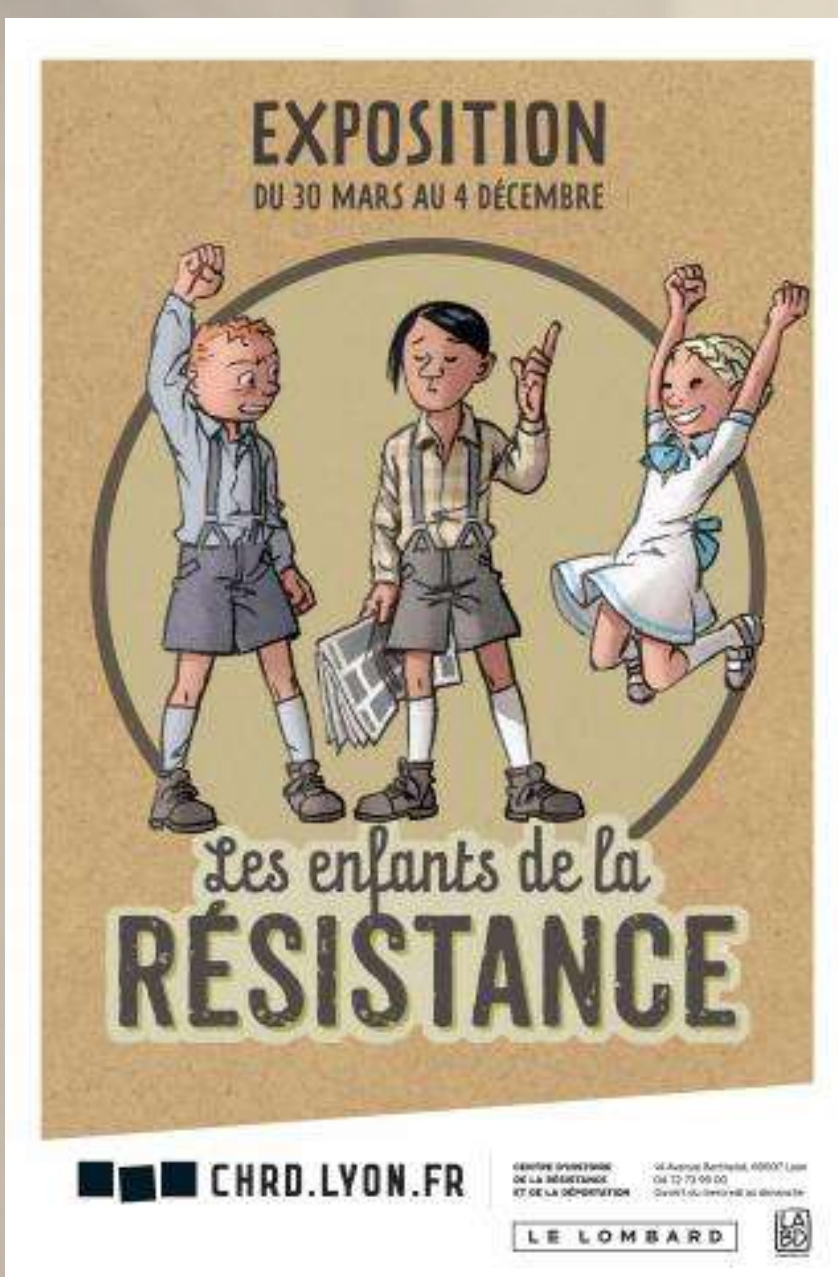
La Maison d'Izieu dans l'Ain (environ 80km de Lyon) est un refuge pour les enfants dont les parents sont morts ou recherchés. Ce sanctuaire est tenu par un couple de résistants Juifs d'origine polonaise : Sabin et Miron ZLATIN.

Le 6 avril 1944, la Maison d'Izieu est investie à la suite d'une dénonciation, sur ordre de Klaus BARBIE.

44 enfants de 4 à 17 ans et 7 éducateurs sont arrêtés lors de cette rafle planifiée à Lyon. Ces enfants sont transférés à la prison de Montluc, puis vers le camp de Drancy et enfin vers les camps d'extermination.

De cette déportation, aucun enfant n'en réchappe. Seule une femme de la colonie survit à l'extermination : Léa FELDBLUM.

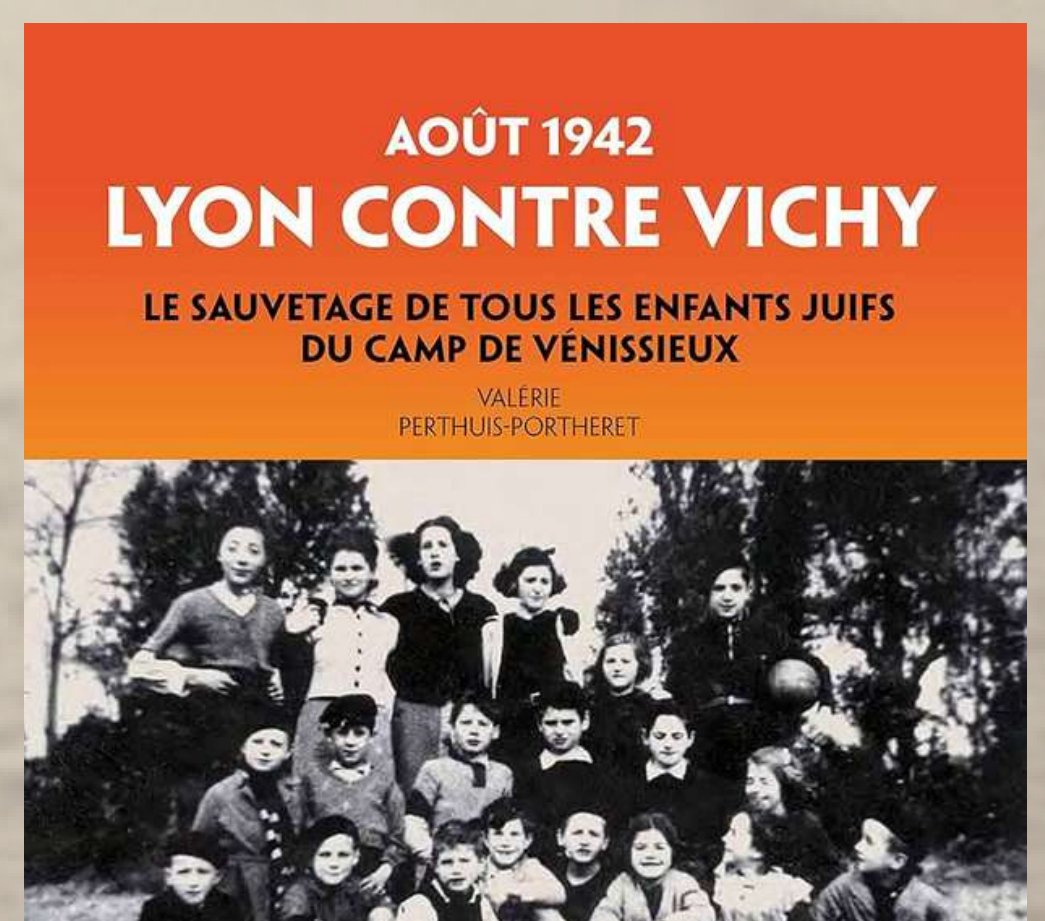
Après la guerre : des vies à reconstruire, une mémoire à préserver



Exposition présentée du 30 mars au 4 décembre 2022 au CHRD

En 1945, au lendemain de la Libération, Lyon porte les stigmates de ces séparations massives. Si la liberté revient, le bilan humain est lourd pour les milliers d'enfants dont les parents ne reviendront pas des camps de concentration. Devenus officiellement orphelins de guerre ou pupilles de la Nation, ils doivent affronter le défi de reconstruire leur existence sans repères familiaux. Beaucoup sont alors recueillis par des institutions lyonnaises, comme l'Hôtel-Dieu, ou placés dans des orphelinats et des familles d'accueil. Ces structures doivent non seulement assurer leur éducation, mais aussi les aider à surmonter des traumatismes psychologiques profonds liés à des années de clandestinité et de pertes de repères. Pour certains, ce déracinement restera définitif, et marquera leur vie d'adulte.

Le sort de ces enfants constitue un enjeu mémoriel majeur pour Lyon. Leur parcours rappelle que la solidarité fut un rempart contre la répression orchestrée.



Honorer la mémoire des orphelins, c'est inscrire la résilience de ces « oubliés » dans le patrimoine de la ville.

L'article du chercheur

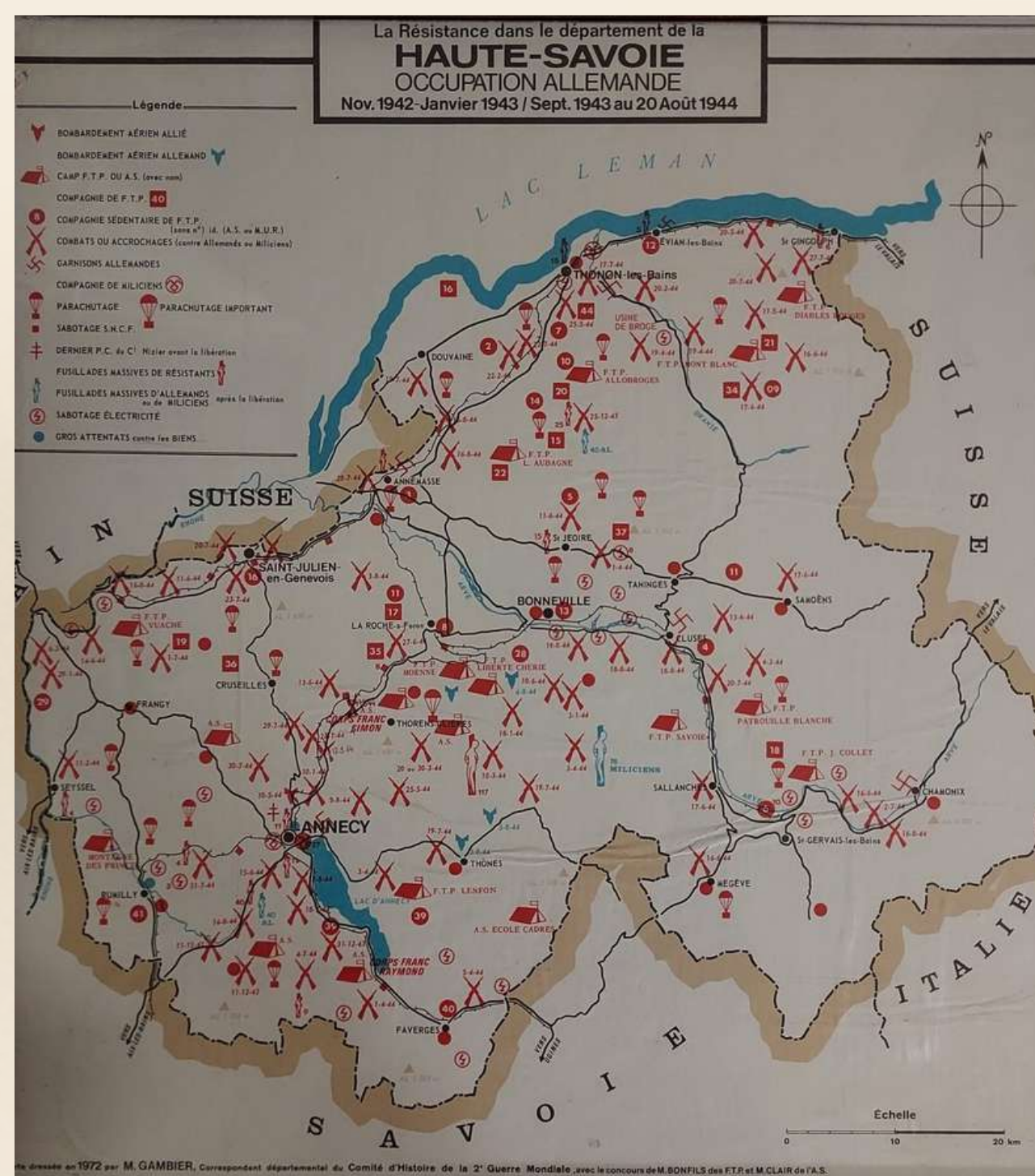
Marion BONNAFE

Prologue de mémoire

“Les tueries nazies en Savoie à l'été 1944”.

La Savoie est un territoire complexe. Son histoire mêlée à sa géopolitique en font un théâtre où se cristallisent les tentatives de prises de pouvoir des puissances politiques européennes.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, la géographie de ce département laisse place à de nombreux affrontements entre les forces françaises et les troupes allemandes, mais aussi italiennes, deux puissances qui essaient d'imposer leurs pouvoirs par la force à tour de rôle.



Carte de l'occupation allemande, Comité Seconde Guerre mondiale,
Département de la Haute-Savoie. Collection Armée secrète, Inv. 2004.8.222, DR

Le 22 juin 1940, date de l'armistice franco-allemande, les situations géographiques, politiques et militaires sont complexes.

Le territoire français est scindé en plusieurs zones : la zone occupée, au nord représentant environ 55% du pays et la “zone nono”, c'est-à-dire, non occupée, prenant comme nouvelle capitale Vichy.

A cette date, environ 92 000 soldats français sont morts au front et 1 850 000 sont prisonniers des Allemands. Philippe PETAIN, alors maréchal, est rappelé le 17 mai 1940 au gouvernement. Ce dernier s'oppose à la poursuite de la guerre contre l'Allemagne.

Investi des pleins pouvoirs le 10 juillet 1940, le Maréchal PETAIN fait entrer la guerre dans une période de collaboration avec le Reich allemand. Malgré cette politique de “révolution nationale”, les refus de collaborer et de se soumettre à l’occupant naissent sur l’ensemble du territoire. La Résistance, à ses débuts, est surtout composée d’actes individuels et spontanés. Distribution de tracts, graffitis, petits sabotages... Elle s’organise avec le temps en mouvements et réseaux.



Parachutage des Saisies le 1er août 1944.

L’année 1944, se distingue quant à elle par de plus fortes méthodes de répressions allemandes contre les populations et résistants français.

Les défaites subies sur le front de l’Est couplées à la menace d’un éventuel débarquement allié à l’Ouest sont les raisons principales qui conduisent à une augmentation des effectifs allemands et à un durcissement de la politique d’occupation.

Celui-ci est à l’origine de multiples massacres sur le territoire français, mais également, dans d’autres pays d’Europe.

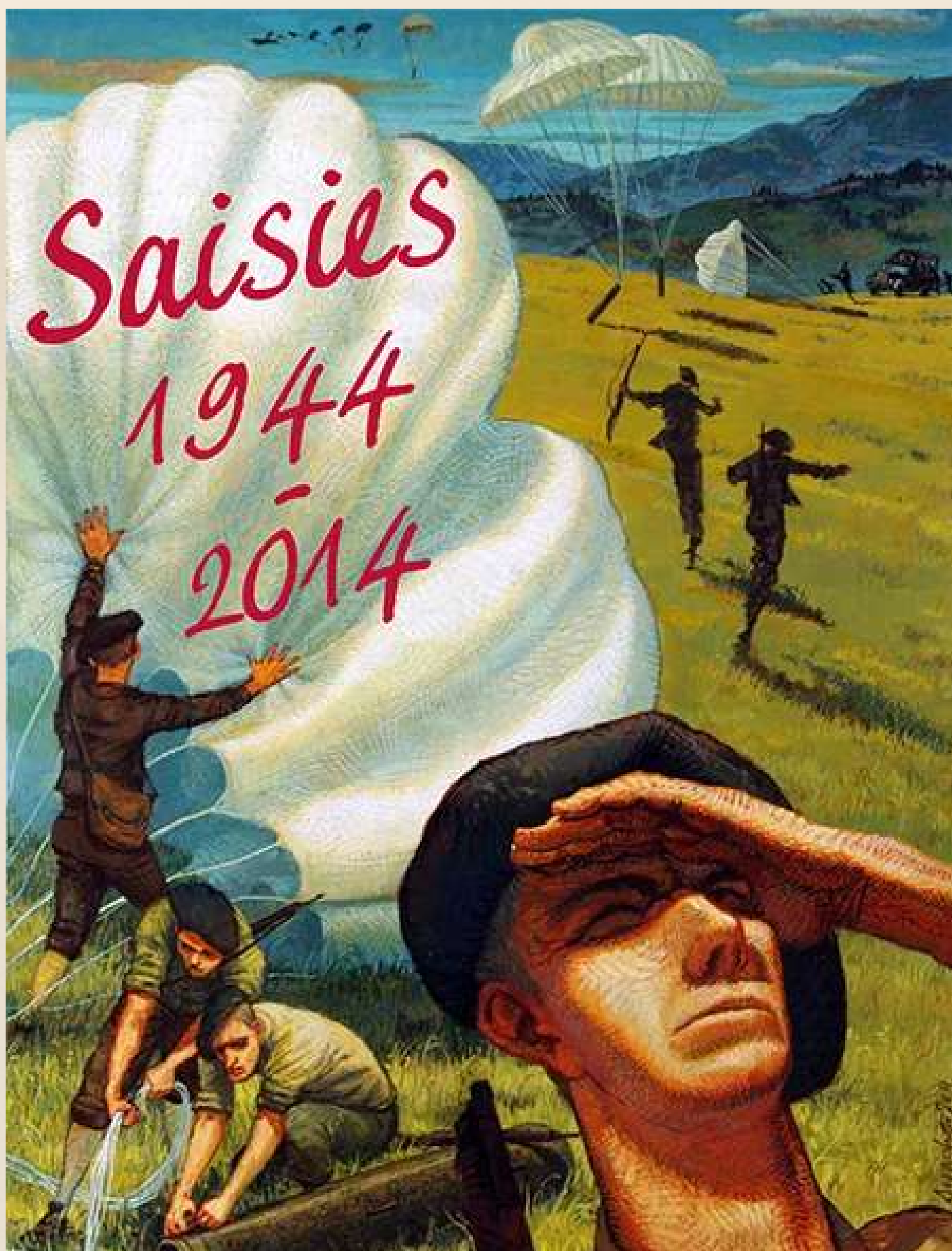
Ugine, Grignon, Châteauneuf, Chambéry, Challes-les-Eaux, Les Déserts et Pussy/Feisson-sur-Isère, sont les 7 communes touchées. Les massacres se déroulent entre juin et août. Ces deux mois représentent la réaction d'une nation allemande aux deux débarquements en France, celui de Normandie et celui du 15 août en Provence.

La Savoie n'est pas un cas exceptionnel, c'est l'ensemble du territoire français qui rentre dans une nouvelle phase en 1944. Une période qui voit le jour à partir du débarquement de Normandie.

Si au début de juin 1944, le sort du Reich allemand semble scellé, c'est véritablement à partir du mois d'août que les troupes d'occupation en place, pour le cas de la Savoie, prennent la fuite, générant des actes criminels supplémentaires.

Sur le département savoyard, la libération se passe de manière plus ou moins violente. A Chambéry, elle va être relativement rapide, mais sera plus rude pour la Tarentaise.

Quant à la Maurienne, surnommée "la vallée martyre", elle est libérée selon Charles Rickard, "de façon épouvantable".



L'article du chercheur

Sixtine DUHAMEL

L'appel du 18 juin et la Résistance française

Le 10 mai 1940, l'Allemagne nazie lance une offensive surprise à l'ouest en passant par les Ardennes, puis perce le front français à Sedan. L'effet de surprise, combiné aux erreurs du haut commandement français, provoquent une défaite rapide. Le 14 juin 1940, les troupes allemandes entrent dans Paris, où les symboles nazis remplacent ceux de la République et l'heure est alignée sur celle de Berlin.

Refusant cette défaite, le général Charles De GAULLE rejoint Londres. Le 18 juin 1940, il lance à la radio de la BBC un appel aux Français civils et militaires pour continuer le combat : "J'invite tous les Français qui veulent rester libres à m'écouter et à me suivre."

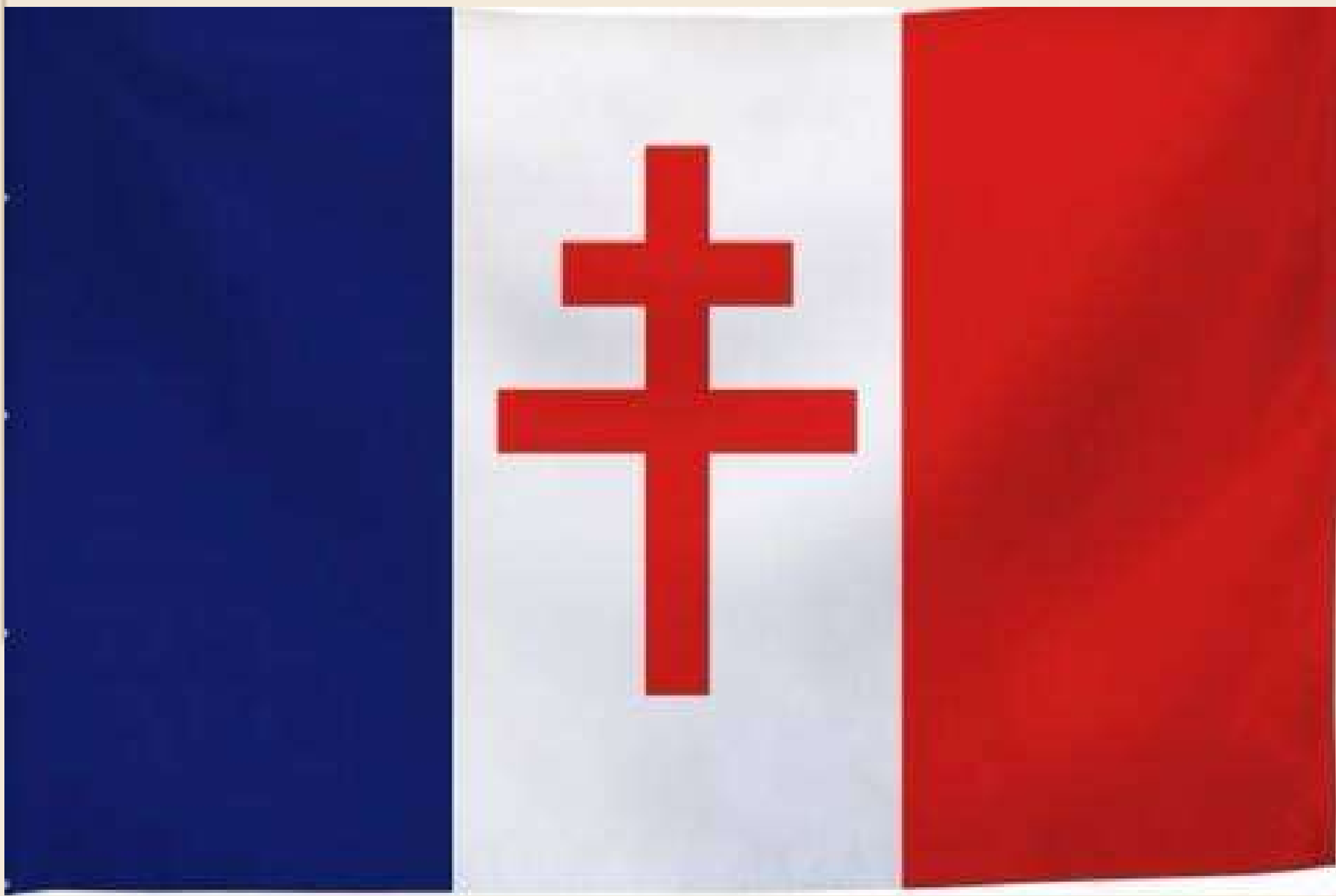


Général de Gaulle faisant son appel depuis la BBC le 18 Juin 1940



Le général Huntziger signe l'armistice pour la France le 22 Juin 1940.

Face à cette situation devenue désespérée, le maréchal PETAIN demande l'armistice, signé le 22 juin 1940 à Rethondes, marquant la fin des combats et le début de l'Occupation.



Drapeau des Forces Françaises Libres (FFL)

L'appel du 18 juin, peu entendu sur le moment, marque pourtant le début de la Résistance française et la naissance de la France libre. Le général De GAULLE organise alors les Forces françaises libres avec les soldats ayant rejoint la Grande-Bretagne et reçoit le soutien de certains territoires d'outre-mer et de Français expatriés. Il s'impose progressivement comme le chef de la France libre et crée des structures politiques comme le Comité national français.

À l'intérieur du pays, la Résistance s'organise malgré la répression. Des hommes et des femmes s'engagent dans une lutte clandestine : diffusion de tracts et de journaux pour dénoncer l'occupation, sabotages des voies ferrées, actions contre les troupes allemandes. Les résistants risquent l'arrestation, la torture ou la mort.

La Résistance intérieure rassemble progressivement des hommes et des femmes de tous horizons.

En 1943, Jean MOULIN unifie ces mouvements dispersés au sein du Conseil national de la Résistance. Un an plus tard, en août 1944, la Résistance passe à l'action ouverte, affronte les Allemands et participe à la Libération de Paris, marquée par l'entrée des troupes françaises le 24 août et la libération de la capitale le 25 août 1944, suivie du triomphe du général De GAULLE.



L'objet du semestre

Didier MONOD

Les systèmes d'écoute pendant la Seconde Guerre mondiale

Pianiste, est le nom donné aux opérateurs radio qui transmettent des messages codés en morse entre les différents services de renseignements alliés et les réseaux de la Résistance. Après la signature de l'Armistice en juin 1940, aucune nouvelle ne parvient à Londres. D'un point de vue militaire, le premier ministre Winston CHURCHILL craint un éventuel débarquement des troupes allemandes en Angleterre.



Pianiste et son guetteur

D'un point de vue politique, De GAULLE veut connaître l'état des lieux de la France, et surveiller les débuts de la Résistance.

CHURCHILL, fonde le 22 juillet 1940 le SOE "*Special Operations Executive* » avec pour mission de « mettre le feu à l'Europe » en menant des opérations clandestines contre les forces de l'Axe. L'organisation comptait environ 13 000 membres, dont des agents opérant sur le terrain et du personnel de soutien.

Du côté de la France libre :

- Le 1er juillet 1940, création du 2e Bureau, des services spéciaux de la France libre à Londres.
- Le 12 avril 1941, transformation du 2e bureau en Service de renseignements (SR).
- Le 17 janvier 1942, transformation du SR en Bureau central de renseignements et d'action militaire (BCRAM), qui prendra plus tard le nom de BCRA.



Paraset



Un pianiste et son Paraset en Norvège en train de communiquer avec Londres

Le saviez-vous ? Le pianiste envoie des messages codés à des heures précises, il ne reçoit de Londres que les informations relatives à la réception de son émission. Londres (la Centrale) confirme la prise de contact et la qualité du contact (par exemple : 2/5 = mauvais ; 5/5 = très bon). Les éventuelles réponses aux messages envoyés sont transmises par Londres, elles sont réceptionnées par d'autres personnes du réseau sur des postes récepteurs ordinaires. Ces messages sont codés et l'écoute se fait 24 heures sur 24, en morse ou par l'intermédiaire des fameux messages personnels, par exemple "les carottes sont cuites" ou "les lapins ont de grandes oreilles".

Dans la région lyonnaise, il y avait environ 800 transmetteurs. Moins de 100 ont survécu. La durée moyenne avant d'être repéré par la Funkabwehr était de 3 mois. La Funkabwehr est la branche radio du contre-espionnage allemand. Très active, elle cherche à localiser les postes clandestins par radiogoniométrie et tente de décrypter les messages interceptés, tandis que la Gestapo procède aux arrestations et aux interrogatoires.



La Centrale : bureau d'écoute à Londres

Les portraits du semestre

Leïa LAGUNA

Charlotte DELBO

“Puisque j’ai eu le privilège d’être témoin de ce paroxysme de l’histoire, d’y participer, la chance d’en revenir et la capacité d’écrire, eh bien il n’y avait plus qu’à écrire”.

Charlotte DELBO, 1974

Charlotte DELBO naît le 10 août 1913 en Essonne, dans une famille d’immigrés italiens. Elle suit une formation de secrétaire et dans sa jeunesse est engagée dans des mouvements communistes, antifascistes et pacifistes. En 1936, elle épouse un militant : Georges DUDACH. En réalisant une interview pour l’acteur et metteur en scène Léon JOUVET pour les *Cahiers de la jeunesse*, elle est repérée par ce dernier qui l’engage comme secrétaire personnelle. En 1939, la troupe de JOUVET fuit Paris pour le Sud de la France qui est encore libre, puis en 1941 elle part pour l’Amérique du Sud.

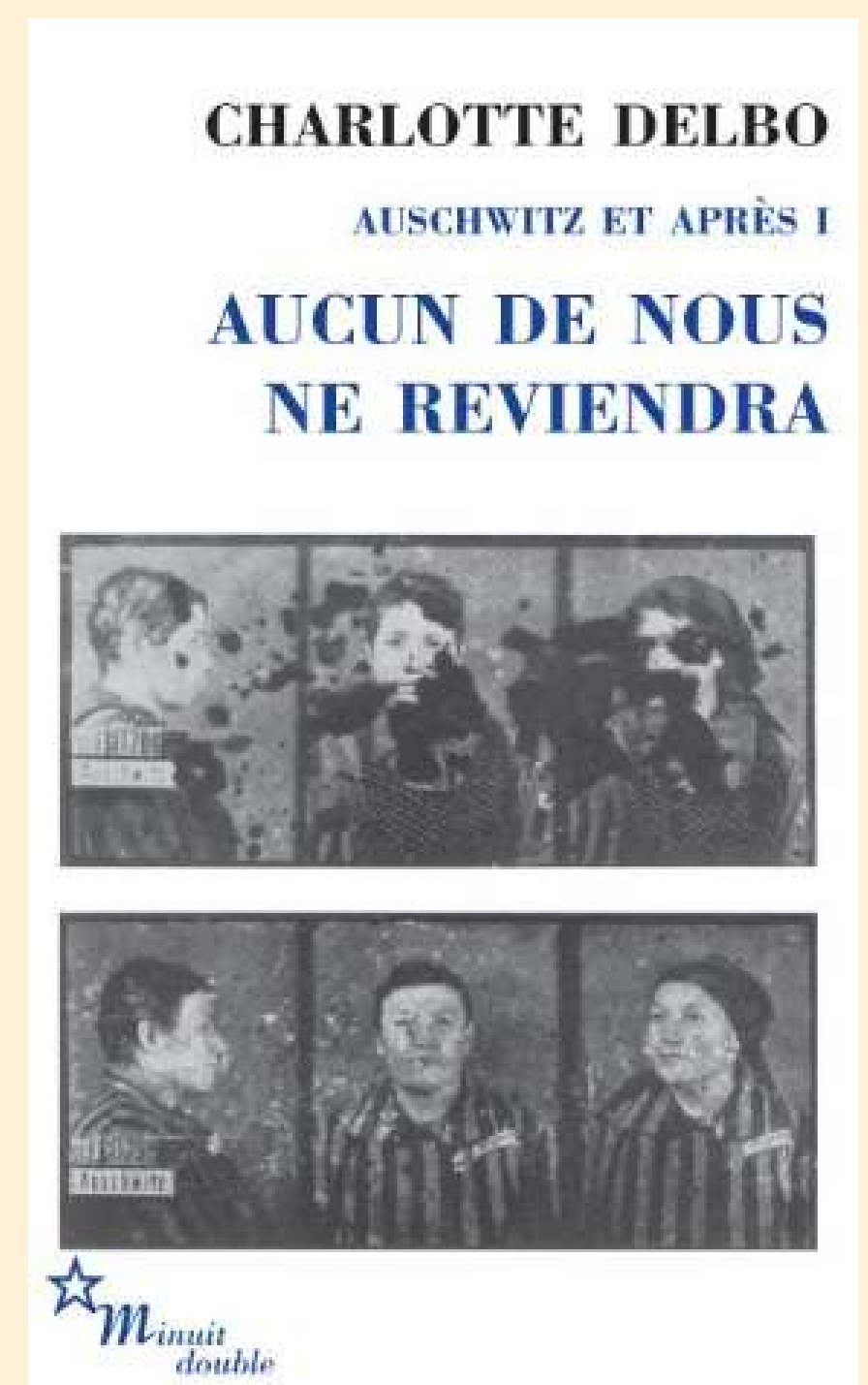


Les époux DUDACH probablement lors de leurs retrouvailles en gare de Pau en novembre 1941.

Là-bas, Charlotte apprend la mort d’un de ses amis : André WOOG, guillotiné parce que résistant. Bouleversée, elle rentre en France et s’engage dans la Résistance. Elle est arrêtée avec son mari le 2 mars 1942, à leur domicile. Ils sont incarcérés dans deux prisons différentes, et au matin du 23 mai 1942, elle est appelée pour faire ses adieux à son époux. Il est fusillé le matin même au Mont-Valérien.

Charlotte quitte la prison du Fort de Romainville le 24 janvier 1943 et embarque dans un convoi de 230 femmes vers Auschwitz-Birkenau. Des femmes de tous les milieux et classes sociales, mais toutes des résistantes dont la moitié sont communistes. Trois mois après leur arrivée, elles ne sont plus que 70, les autres ont été décimées par le typhus. Elles sont alors mises en quarantaine pendant une dizaine de mois, puis transférées au camp de Ravensbrück où elles restent jusqu'à la Libération en 1945.

Le 23 juin de la même année, les 45 rescapées se retrouvent en France, mais Charlotte regagne la Suisse où elle va passer sa convalescence, épuisée par les camps. Elle écrit là-bas **Aucun de nous de ne reviendra** (un titre inspiré d'un poème d'APOLLINAIRE). Encore profondément traumatisée, elle décrit la vie à Birkenau à travers une série de scènes gravées dans sa mémoire, sans suivre l'ordre chronologique. Son livre ne commence pas par sa propre histoire, mais par l'arrivée d'un train de Juifs d'Europe de l'Est, dont elle montre toute l'humanité. Le titre exprime une idée forte : même ceux qui ont survécu ne sont jamais vraiment revenus du camp. Elle raconte les souffrances de ses anciennes camarades de l'époque et l'horreur des corps gelés au milieu de la cour. Pour transmettre tout cela, elle alterne entre récits et poèmes.



Elle travaille dans un premier temps à l'ONU en Suisse, puis au CNRS en France en 1960 aux côtés d'Henri LEFEBVRE lorsqu'elle s'oppose à la guerre d'Algérie. En 1974, elle s'indigne des propos négationnistes de Robert FAURISSON. Elle voyage beaucoup et écrit des essais, des poèmes et des pièces de théâtre sur la déportation et les drames du XXe siècle. Quand on lui diagnostique un cancer du poumon en 1980, elle désigne une de ses amies les plus proches comme légataire universelle et lui demande de "faire vivre son œuvre". Ce vœu se réalise en 2013, pour le centenaire de sa naissance on remet ses archives à la Bibliothèque François Mitterrand.

Les portraits du semestre

Leïa LAGUNA

Marc BLOCH : le courage de résister

“Être un vrai chef, c'est, avant tout peut-être, savoir serrer les dents ; c'est insuffler aux autres cette confiance que nul ne peut donner s'il ne la possède lui-même ; c'est refuser, jusqu'au bout, de désespérer de son propre génie ; c'est accepter, enfin, pour ceux que l'on commande en même temps que pour soi, plutôt que l'inutile honte, le sacrifice fécond”.

Marc BLOCH, *L'étrange défaite*, 1940



Marc BLOCH, 1944

82 ans après son exécution le 16 juin 1944, Marc BLOCH fait son entrée au Panthéon le 23 juin 2026.

Grand absent du Panthéon, qui était Marc BLOCH ?

Né le 6 juillet 1886, à Lyon, dans une famille juive, il est professeur à la Sorbonne, historien et co-auteur des *Annales* avec Lucien FEBVRE. En 1939 lorsque la Seconde Guerre mondiale éclate, il refuse les privilèges de son âge et de ses six enfants pour être mobilisé à 53 ans.

Lorsqu'il s'engage, il est déjà un héros de la Grande Guerre. Promu au milieu des tranchées, il est décoré de la Légion d'honneur et de la Croix de guerre avec quatre citations.

Pourtant en 1940 ses supérieurs lui tiennent rigueur de ne pas appartenir aux cercles militaires et de privilégier son travail d'historien. Il est affecté au ravitaillement d'essence de la Ire Armée. Il se sent inutile alors que les Allemands percent la ligne à Sedan. Témoin privilégié de la défaite de mai 1940, il refuse de fermer les yeux sur les failles du commandement. Dans son livre testament, *L'Étrange Défaite*, il dissèque avec lucidité le choc d'une armée française courageuse, mais paralysée par une pensée militaire restée au siècle précédent.



Mais le destin de Marc BLOCH prend une autre tournure en octobre 1940. Malgré ses services rendus à la Patrie, il est exclu de la fonction publique, victime des lois antisémites du régime de Vichy. Loin de renoncer, l'officier devient alors l'un des piliers de la Résistance à Lyon. Sous le nom de code *Narbonne*, il troque sa vareuse de capitaine contre la clandestinité.



Illustration des Mouvements unis de Résistance

En 1943 il entre dans le réseau de résistance Franc-Tireur. Au sein de l'organisation il met à profit ses compétences d'écrivain. Il écrit les *Cahiers politiques* du Comité Général d'Études et *La Revue libre*, éditée par Franc-Tireur. En juillet 1943 il devient un des trois membres du directoire régional des Mouvements unis de Résistance. Arrêté le 8 mars 1944 sur le Pont de la Boucle à Lyon par la Gestapo, et torturé dans les locaux de l'École de santé militaire, il est ensuite interné à la prison de Montluc. Marc BLOCH est fusillé le 16 juin 1944 avec 29 autres résistants à Saint-Didier-de-Formans.

Un condamné à mort qui survécut, témoigne :

« Car on sait comment il est mort ; un gosse de seize ans tremblait près de lui : “Ça va faire mal”. Marc BLOCH lui prit affectueusement le bras et dit seulement : “*Mais non, petit, cela ne fait pas mal*”, et tomba en criant le premier : « *Vive la France !* ».

Sa force d'esprit et son immense courage lui ouvrent les portes du Panthéon où il entre le 23 juin 2026.



Illustration Le Média

L'article du chercheur

Chléo MARCELLIN

Albert Chambonnet, chef FFI et martyr de la place Bellecour

La base aérienne 278 Ambérieu-en-Bugey porte depuis le 26 septembre 1982 le nom d'Albert CHAMBONNET, résistant lyonnais et chef des Forces françaises de l'intérieur (FFI), encore assez méconnu aujourd'hui.

Né en 1903 dans une famille ouvrière de Bessèges dans le Gard, Albert CHAMBONNET grandit dans un milieu marqué par le syndicalisme et la solidarité. À 18 ans, il s'engage en tant que mécanicien aéronautique dans l'armée. Lors de ces différentes opérations extérieures (au Levant dans le territoire du Djebel druze entre juillet et octobre 1925 puis en Espagne en 1936), il observe les techniques de guérilla utiles, qu'il met en action une fois entré en Résistance. Capitaine en 1940, il subit la débâcle de juin et se replie à Bordeaux avec l'état-major.



Dans une lettre du 17 juin 1940 à l'attention de son fils, il refuse la défaite et rejoint l'un des premiers mouvements de la Résistance lyonnaise : le Coq Enchaîné. Affecté en mars 1942 à la base aérienne de Lyon-Bron, il rencontre le capitaine d'aviation Claudius BILLON qui l'intègre au mouvement Combat d'Henri FRENAY. Il organise la Résistance dans la base aérienne et stocke dans son bureau les premières armes parachutées dès la fin mai. Responsable des groupes-francs de l'Ain, du Jura et de la Saône-et-Loire, il devient chef d'état-major du secteur Nord de la région R1 (Rhône-Alpes) de l'Armée secrète (AS).

Il choisit le pseudonyme "*Védrines*". Il coordonne les actions des groupes paramilitaires des mouvements Combat, Libération-Sud et Franc-Tireur.

À la fin de novembre 1942, Albert CHAMBONNET se consacre exclusivement à la Résistance. Le 18 mars 1943, son domicile familial est perquisitionné, sa femme Yvonne est arrêtée. Leur fille Henriette, agent de liaison, parvient à prévenir son père qui s'enfuit à Lons-le-Saunier et entre définitivement dans la clandestinité.

En février 1943, après l'arrestation de BILLON, chef de l'AS, CHAMBONNET devient le numéro deux de la région R1. Il participe à la création des Mouvements unis de la Résistance en mai 1943, met en place le service de "noyautage des administrations publiques" ainsi que la "section des atterrissages et des parachutages". Henri ROMANS-PETIT est chargé d'organiser les maquis de l'Ain dès juin 1943. En octobre, Albert CHAMBONNET devient le chef de l'AS sous le pseudonyme "*Didier*".

Il cherche à unifier la Résistance et développe les relations entre les maquis régionaux et l'AS. Le 11 novembre 1943, lorsque les maquis défilent à Oyonnax, il félicite les organisateurs et s'exprime ainsi : "Les vainqueurs de demain rendent hommage à ceux d'hier".

CHAMBONNET fusionne l'Organisation de résistance de l'Armée (ORA) de Marcel DESCOUR et l'AS. Le 13 décembre 1943, il fixe les priorités à suivre : exécution des traîtres et membres de la Gestapo et de la Milice, coupure des réseaux de communications et des chemins de fer et sabotages. En janvier 1944, il est nommé chef régional FFI du secteur R1. En mars 1944, Albert CHAMBONNET, Alban VISTEL (dit "*Magny*"), et Marcel DESCOUR se partagent les responsabilités du mouvement.

Le chef FFI est arrêté le 10 juin 1944, place des Terreaux, peut-être à la suite d'une dénonciation et Alban VISTEL reprend la tête du mouvement. Interné à Montluc, puis condamné à mort, il est finalement contraint aux travaux forcés à vie en Allemagne.

Dans la nuit du 26 au 27 juillet 1944, le Café du Moulin à Vent, où se réunissaient régulièrement des membres de la Milice et de la Gestapo, voit sa devanture exploser. Malgré l'absence de victime, cinq détenus de la prison Montluc, dont Albert CHAMBONNET, sont choisis pour être exécutés afin de terroriser la population, quelques semaines après le débarquement de Normandie.



Aux alentours de midi, les détenus sont amenés et exécutés. Le choix de ces derniers semble avoir été réfléchi :

- René BERNARD, 40 ans, militant communiste ;
- Albert CHAMBONNET, 41 ans, chef régional de l'AS puis des FFI ;
- Francis CHIRAT, 27 ans, membre du mouvement de la Jeunesse ouvrière chrétienne et des Jeunes chrétiens combattants ;

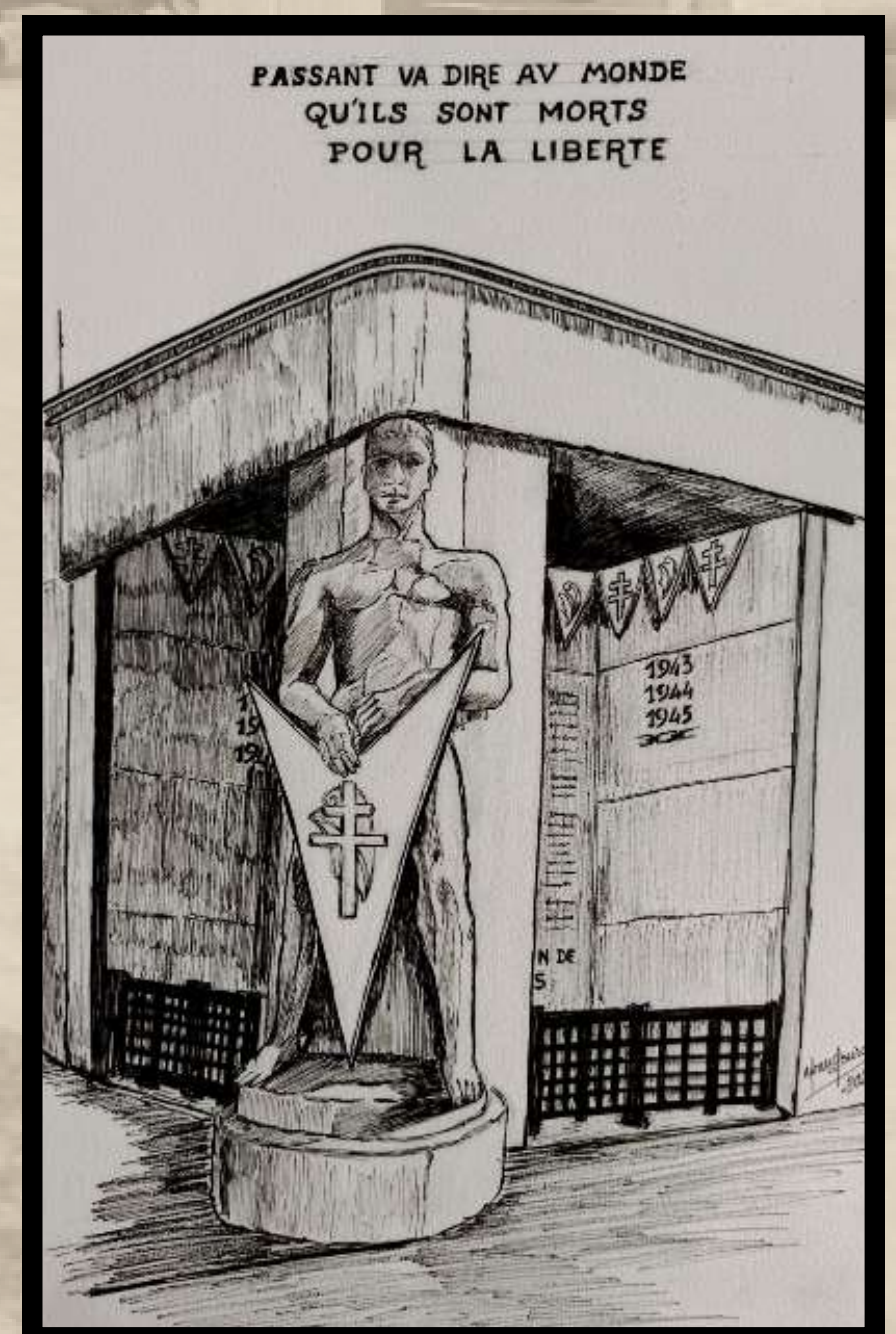


Café du Moulin à Vent après l'exécution des résistants

- Gilbert DRU, 24 ans, également membre des JCC et de la Jeunesse étudiante chrétienne ;
- Léon PFEFFER, 21 ans, membre des Francs-tireurs et partisans (FTP) issus de la Main-d'œuvre immigrée.

Le *Nouvelliste de Lyon* relate leur assassinat dès le lendemain tout en les qualifiant de “terroristes”. Leurs corps furent laissés sur place avec interdiction de les déplacer.

Dès 1945, la presse locale s'interroge sur le devenir de ce lieu symbolique. En mai 1947, le sculpteur Georges SALENDRE et l'architecte Louis THOMAS sont chargés de réaliser la statue du Veilleur de pierre, inaugurée le 4 septembre 1948 à l'endroit même où ils furent assassinés. Les différents lieux de massacre de la région et les camps d'internement, de concentration et d'extermination nazis sont inscrits à leurs côtés afin de ne jamais oublier. Une devise est inscrite au pied du mur : “Passant va dire au monde qu'ils sont morts pour la Liberté”. Chaque 27 juillet, des commémorations en leur mémoire sont organisées devant le Veilleur de pierre.



Veilleur de pierre, Place Bellecour

L'aviation dans l'art

Cette œuvre numérique réalisée par l'adjudant chef François BALDINOTTI, Peintre de l'Air et de l'Espace agrément 2019-2022, met à l'honneur l'ensemble des spécialités des militaires affectés sur la Base aérienne 104 Lieutenant-colonel Charles PIJEAUD à Al Dhafra, aux Émirats arabes unis. À travers une composition moderne et symbolique vectorisée, l'artiste rend hommage aux femmes et aux hommes qui participent quotidiennement aux missions aériennes, techniques, opérationnelles et de soutien de cette implantation stratégique des Forces françaises.



L'œuvre célèbre également la mémoire du Lieutenant-colonel Charles PIJEAUD, héros de guerre et figure majeure des Forces aériennes françaises libres. Premier officier supérieur de l'Armée de l'air à rejoindre le général De GAULLE, il fut nommé chef d'état-major des Forces aériennes françaises libres, qu'il contribua à organiser en créant les premiers groupes de chasse et de bombardement de la France libre. Commandant du groupe de bombardement Lorraine, grièvement blessé après avoir sauté en parachute, capturé puis évadé, il succombe à ses blessures le 6 janvier 1942 à Alexandrie, en Égypte. Il est fait Compagnon de la Libération à titre posthume.



Les livres du semestre

Marc BLOCH, *L'Histoire, la Guerre, la Résistance*, 2006



A l'occasion de l'entrée du cénotaphe de Marc BLOCH au Panthéon le 23 juin 2026, le Centre Culturel Militaire de Lyon met en avant un livre reprenant les grandes oeuvres de Marc BLOCH.

Cet ouvrage de plus de 1 000 pages, met en lumière les trois facettes du personnage : un soldat, un historien et un résistant.

Ce livre contient ***l'Étrange Défaite***, écrit emblématique de l'auteur, qui dépeint la défaite française de 1940 face aux Allemands, avec un réalisme et une lucidité sans pareil. L'écriture se déroule juste après la débâcle et l'évacuation de Dunkerque en 1940. Marc BLOCH analyse les causes de la défaite et démonte les fausses informations qui circulaient dans les journaux d'époque, en témoignant de son vécu de soldat.

On retrouve également dans ce livre : ***Apologie pour l'histoire ou métier d'historien***. Rédigé entre 1941 et 1943, cet ouvrage inachevé est publié de manière posthume par son grand ami Lucien FEBVRE, alors qu'il est résistant et vit dans l'ombre. A travers cet écrit, Marc BLOCH révolutionne la discipline de l'Histoire en la transformant en science humaine rigoureuse. Il ne se satisfait plus de l'étude des dates mais cherche à comprendre l'évolution des sociétés à travers le temps.

Enfin, on peut également lire dans ce livre ***Écrits clandestins (1943-1944)***. Ce sont des articles rédigés pour les *Cahiers Politiques* publiés par le Comité Général d'Études. Dans ces articles, l'historien écrit sur la réforme de l'enseignement et analyse la politique de son époque alors qu'il fait partie de la Résistance à Lyon.

De Dunkerque à la Résistance lyonnaise, cet ouvrage retrace le combat d'un esprit brillant qui n'a jamais cessé de chercher la vérité. Plus qu'une oeuvre d'historien, c'est le témoignage d'un protecteur de la France dont l'entrée au Panthéon célèbre l'héroïsme.

Les livres du semestre

FEMMES VAILLANTES les sentinelles des légionnaires

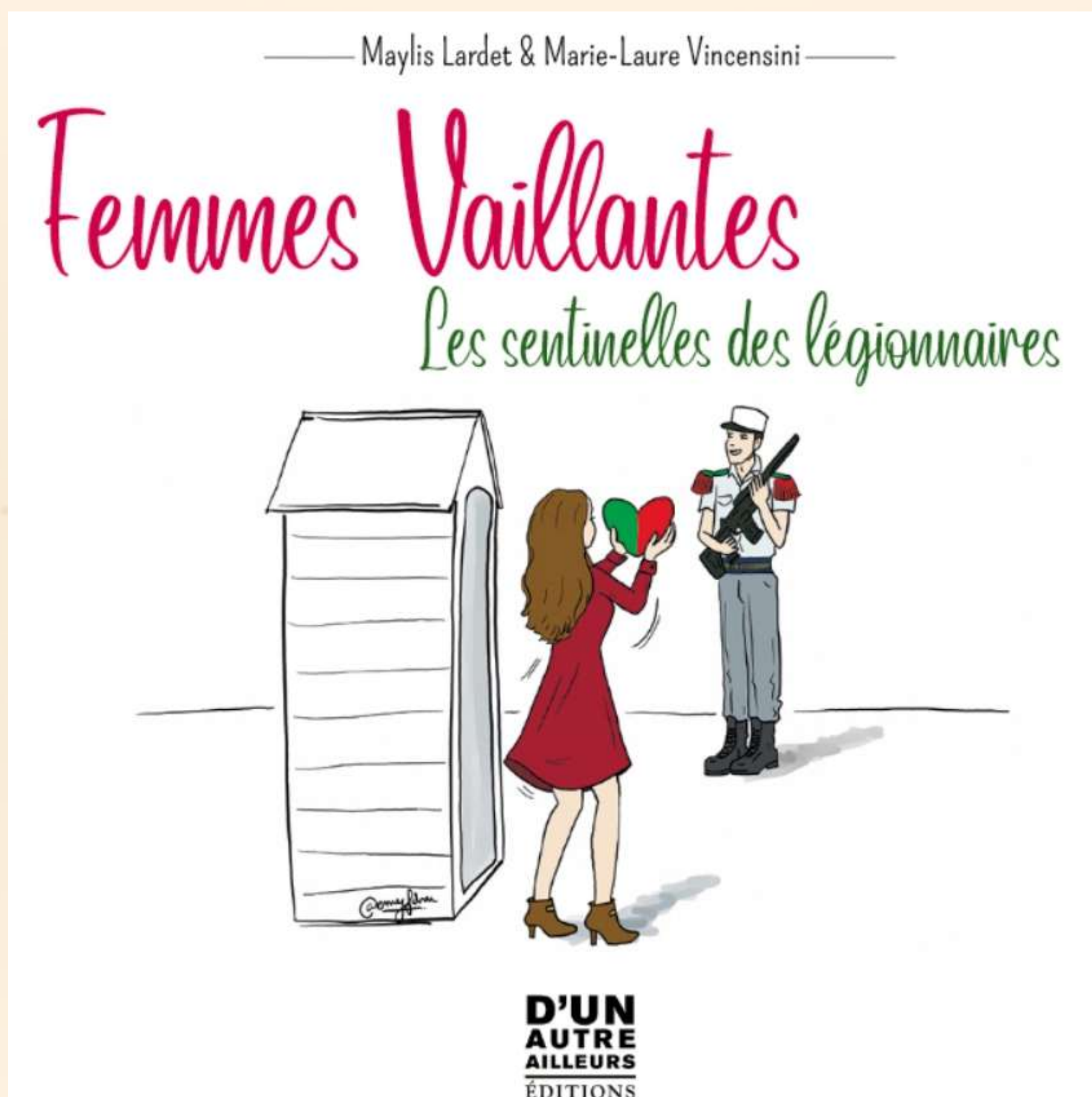
Maylis LARDET & Marie-Laure VINCENSINI

Maylis LARDET et Marie-Laure VINCENSINI publient en 2023 le livre **Femmes vaillantes : les sentinelles des légionnaires**.

Toutes deux épouses d'officiers servant au sein de la Légion Étrangère, elles intègrent à leur récit, les témoignages d'autres compagnes de toutes nationalités.

Ces *femmes vaillantes* se confient sur leur vie et racontent avec humour et émotion leur parcours dans la discrétion.

C'est pour cela que Maylis LARDET intitule son ouvrage avec le mot "sentinelle". Elles sont invisibles et pourtant indispensables.



Un hommage à ses “sœurs Légion” comme elles les appellent, dont l’entièreté des bénéfices est reversée au Foyer d’Entraide de la Légion Etrangère.

Actualités

Visites scolaires



Des conférences



LYAUTEY, un exemple, un symbole, un homme de référence



Georges Frédéric DENTZEL, la vie d'un aumônier du Royal-Deux-Ponts



Marc BLOCH, un historien dans la Résistance



La guerre d'indépendance des Etats-Unis



Albert CHAMBONNET, chef FFI de la région R1, martyr de la place Bellecour



Elles étaient 230

Salon de la BD militaire 2026 - 29-30 mai

ONaC-VG - DMD 69 - CCML



Actualités

Re Lyon Nous 2026 - 14 juin

Ville de Lyon-Centre culturel militaire



8 mai 2026 - Hôtel du Gouverneur militaire de Lyon



Solda'rtiste 2026 - Centre culturel militaire



Nous rejoindre !

Le Contrat Armée Jeunesse

Pour qui : tout jeune de moins de 27 ans, de nationalité française ou ressortissant d'un pays membre de l'UE.

Niveau requis : Bac+3 minimum.

Durée : 1 à 3 mois non renouvelable.

Rémunération : SMIC. Type de contrat : contrat à durée déterminée (CDD).

Autres avantages : prise en charge partielle du titre de transport servant à se rendre au lieu de stage et réduction tarifaire au restaurant administratif.

Les CAJ permettent aux jeunes d'acquérir une expérience professionnelle au sein des Armées. Ils découvrent l'environnement du ministère des Armées, ses missions ainsi que la diversité des métiers proposés. Ces contrats permettent alors de renforcer le lien Armées-Jeunesse.

Les stages

Le bénévolat

Pour qui : accessible à tous et sans durée !

Point particulier : convention de bénévolat.



Pour qui : tout étudiant scolarisé souhaitant effectuer un stage obligatoire ou sur volontariat.

Niveau requis : de la 3e à l'enseignement supérieur.

Durée : 1 semaine à 6 mois (ou 924 heures perlées) par année d'enseignement.

Rémunération : au-delà de 44 jours ou de 308 heures de présence effective, une gratification de stage est allouée sur la base du montant prévu par la convention.

Type de contrat : convention de stage.

Autres avantages : prise en charge partielle du titre de transport et accès au restaurant administratif / réduction tarifaire au restaurant administratif.

Les contrats d'apprentissage

Pour qui : tout étudiant de 16 à 29 ans scolarisé en formation d'apprentissage devant effectuer une alternance. Pas de limite d'âge pour les étudiants en situation de handicap.

Niveau requis : Du CAP / BEP au Master.

Durée : De 6 mois à 3 ans selon la durée de formation nécessaire à la préparation du diplôme.

Rémunération : selon un pourcentage du SMIC prévu par décret.

Type de contrat : contrat d'apprentissage.

Autres avantages : prise en charge partielle du titre de transport. Accès au restaurant administratif / réduction tarifaire au restaurant administratif.

Consultez les offres disponibles sur stages.defense.gouv.fr

Pour plus d'informations, contactez le Lieutenant-colonel Thierry VALLÈS supervisant les différents dispositifs.

Au sein du Centre culturel militaire : thierry1.valles@intradef.gouv.fr

Tél : 04 37 27 25 83